

## **POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

### **Des organismes ontariens de lutte contre la violence exigent une réponse fédérale immédiate pour mettre fin à l'épidémie de violence fondée sur le genre**

Ottawa (Ontario) — 9 septembre 2025 — Le jeudi 18 septembre en soirée, des organismes de tout l'Ontario soutenant les personnes survivantes de la violence basée sur le genre (VBG) se rassembleront à Ottawa pour réclamer une réponse gouvernementale d'envergure face à l'épidémie de féminicides et de violence entre partenaires intimes au Canada.

À Ottawa, la marche annuelle « La rue, la nuit, femmes sans peur » se terminera par un rassemblement sur la Colline du Parlement à 19h30, auquel se joindront des groupes de tout l'est de l'Ontario. Alors que des marches « La rue, la nuit, femmes sans peur » auront aussi lieu partout au pays, les organismes de l'Ontario s'uniront autour d'un message additionnel : « Reprenons le contrôle du budget ».

Tous les deux jours, au Canada, une femme ou une fille est tuée, le plus souvent par un partenaire actuel ou ancien. Les femmes autochtones, les personnes 2SLGBTQIA+ et les femmes avec des limitations subissent la violence à des taux deux à trois fois plus élevés que les autres. Près de la moitié (44 %) des femmes et des filles de plus de 15 ans ont déjà été dans une relation violente, et 4,7 millions de femmes ont subi une agression sexuelle. Ces chiffres accablants reflètent une véritable épidémie nationale.

« La violence basée sur le genre nous affecte toutes et tous. Elle découle du sexisme, du racisme, du colonialisme et de la haine envers les personnes 2SLGBTQIA+. Personne ne sera en sécurité tant que cela ne prendra pas fin. Sans des actions audacieuses, nous échouons tant pour nous-mêmes que pour la prochaine génération, qui a le droit de grandir et d'avoir des relations sans violence et abus », a déclaré Julie Lalonde, directrice générale de l'Association canadienne de lutte contre le harcèlement criminel.

Plutôt que de répondre à cette crise avec l'urgence qu'elle exige, le ministère fédéral responsable des Femmes et de l'Égalité des genres (FEGC) ferait face à une réduction potentielle de 80 % de son budget. Ce recul dévastateur signifierait moins de services, des listes d'attente plus longues et des personnes survivantes sans ressources au moment le plus critique pour elles.

Le message des personnes survivantes et de celles les soutenant est clair : le financement doit être maintenu et augmenté, non réduit.

Nous demandons que le gouvernement fédéral :

- Maintienne et augmente le financement de FEGC, y compris rétablisse le financement de base. Quand le financement de projets prend fin, les services disparaissent et les personnes survivantes perdent leur soutien.
- Déclare la violence entre partenaires intimes comme une épidémie, et la reconnaisse comme une crise de santé et de sécurité publiques
- Crée un organisme de surveillance indépendant sur la VBG pour tenir les gouvernements responsables de leurs engagements, peu importe qui est au pouvoir.
- Priorise la prévention et les interventions précoces, particulièrement dans les communautés ciblées par la violence à caractère sexuel et basée sur le genre.
- Répare les systèmes dysfonctionnels qui enferment les personnes survivantes dans des cycles de violence, y compris la crise du logement, l'insécurité du revenu et les obstacles juridiques.

### **Bâtir le Canada signifie mettre fin à la violence**

Le gouvernement fédéral a toujours trouvé des milliards de dollars pour soutenir des industries en crise, qu'il s'agisse du pétrole et du gaz, de l'automobile ou des dépenses militaires. Les personnes survivantes demandent : pourquoi pas nous ?

« La sécurité, l'égalité des genres et la justice exigent un financement stable et à long terme. Si nous pouvons nous mobiliser aussi rapidement pour investir dans des industries, nous pouvons nous mobiliser pour protéger des vies, en maintenant et en augmentant le financement de FEGC afin que les programmes sur lesquels comptent les femmes, les enfants et les personnes de la diversité de genre demeurent accessibles », a affirmé Lily Pourzand, directrice générale de Luke's Place.

### **Détails de l'événement**

**Jeudi 18 septembre — Colline du Parlement, Ottawa — 19 h 30**

-30-

Pour toute demande médiatique ou pour organiser des entrevues avec des porte-parole et des personnes survivantes, veuillez communiquer avec :

<p>Erin Lee, Directrice générale, Lanark County Interval House 613-878-5700 erin.lee@lcih.com</p>	<p>Kirsten Mercer, Mercer Advocates 647-284-1248</p>
---	--

